**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 2 DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE (LA RÉGIE) RELATIVE À LA
DEMANDE D'EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL 2010 DE GAZ MÉTRO**

- 1. Références :**
- (i) Pièce B-0084, Gaz Métro-11, document 1,1, pages 2 et 3;
 - (ii) Décision D-2007-47, R-3599-2006, Annexe-Mécanisme incitatif, page 45, clause 7.4;
 - (iii) D-2008-067, R-3654-2008, pages 7 et 8;
 - (iv) D-2009-078, R-3680-2009, page 9.

Préambule :

(i) *«Veuillez confirmer que cette charge a été incluse dans les charges d'exploitation 2010.*

Réponse :

Gaz Métro confirme que cette charge de 745 765 \$ a été incluse dans les charges d'exploitation 2010 de l'activité de distribution gazière au Québec.

Question :

2.2 Veuillez expliquer le lien de cette charge avec la prestation de service de distribution de gaz naturel.

Réponse :

Cette charge de 745 765 \$ représente environ 10 % des frais totaux reliés à la réorganisation de Gaz Métro. Ces frais ont été engagés pour trouver et mettre en place une solution pour minimiser les impacts découlant de l'adoption par le gouvernement fédéral de la législation concernant l'imposition des fiducies de revenu et sociétés en commandite cotées en bourse (les « règles relatives aux EIPD »), à compter du 1er octobre 2011 dans le cas de Gaz Métro. Cette réorganisation s'avérait la solution la plus intéressante pour répondre à l'incidence des règles relatives aux EIPD, visant la création d'un véhicule de placement attrayant pour les porteurs de parts publics, tout en maintenant une structure du capital efficiente pour Gaz Métro.

Sans cette réorganisation, les porteurs de parts publics auraient connu une baisse plus importante des distributions reçues de Gaz Métro étant donné que ces distributions auraient été à des niveaux plus faibles compte tenu qu'elles auraient été après impôts contrairement aux distributions versées depuis l'introduction en bourse de Gaz Métro en 1993. Or, cette baisse de rendement des porteurs de parts aurait possiblement eu pour effet de rendre la part de Gaz Métro moins attrayante, réduisant ainsi sa valeur et l'accessibilité de Gaz Métro à des liquidités par l'entremise des marchés boursiers. Gaz Métro aurait potentiellement eu de plus grande difficulté à maintenir sa structure de capital à son niveau historique provoquant ainsi une plus grande dépendance envers les marchés de la dette pour financer l'ensemble de ses activités dont son activité principale, la distribution de gaz naturel au Québec. Cette dépendance aurait potentiellement eu pour effet d'affecter la cote de crédit des titres de créances de Gaz Métro et du même coup, d'exercer une pression à la hausse sur ses frais financiers liés au financement par

dette. Par ailleurs, en augmentant son niveau d'endettement, Gaz Métro risquerait d'avoir une structure de capital dont les ratios s'éloigneraient de ceux requis par la Régie.

Afin d'assurer la gestion de la structure du capital encadrée par la Régie et son incidence sur le coût moyen du capital encouru pour la prestation de service du gaz naturel au Québec, il est primordial d'assurer un accès optimal à Gaz Métro aux marchés des capitaux. C'est dans cet ordre d'idées que Gaz Métro a orchestré cette réorganisation et qu'elle a jugé qu'une portion mineure (environ 10 %) des frais totaux engagés pour protéger cet accès aux marchés des capitaux devait être à la charge des clients.» [Nous soulignons]

(ii) «7.4 Réorganisation corporative majeure

Il est par ailleurs convenu que dans l'éventualité où il y aurait une réorganisation corporative majeure, Gaz Métro devra l'expliquer devant la Régie et démontrer que les bénéfices qui en découlent sont considérés et partagés à l'intérieur du mécanisme incitatif.»

(iii) «La Régie s'attend à ce que le rapport annuel soit établi, de façon usuelle, en fonction des principes qui étaient connus lors du dossier d'autorisation initial.

La Régie est aussi d'avis que des changements de normes comptables ayant un effet sur les comptes de la base de tarification ne devraient valoir que pour le futur et donc ne devraient pas s'appliquer pour l'année en cours, à moins d'une autorisation spécifique à cet égard. La Régie demande donc à Gaz Métro de présenter, à l'avenir, de tels changements dans le cadre d'un dossier tarifaire et de ne les mettre en application qu'à compter de l'année tarifaire pour laquelle la Régie a donné son autorisation.»

(iv) «La problématique du présent dossier, soit d'inclure, lors du Rapport annuel, une charge discrétionnaire qui peut être traitée différemment au revenu requis d'une année tarifaire subséquente, s'apparente à celle ayant fait l'objet de la décision D-2008-067 et n'est pas plus souhaitable.

La Régie refuse l'imputation de la cotisation de 2,9 M\$ au Régime des cadres aux coûts de l'exercice 2007-2008.»

Demandes :

1.1 Veuillez indiquer si Gaz Métro a appliqué l'article 7.4 du Mécanisme incitatif portant sur la réorganisation corporative majeure cité en référence ii). Si oui, veuillez fournir les références pertinentes au dossier tarifaire R-3720-2010. Si non, veuillez expliquer pourquoi l'article 7.4 n'a pas été appliqué par Gaz Métro.

1.2 Veuillez expliquer comment Gaz Métro a établi à 745 765\$ la portion des frais totaux engagés pour cette réorganisation dans les charges d'exploitation 2010 de l'activité de distribution gazière au Québec.

- 1.3** Veuillez expliquer pourquoi Gaz Métro a comptabilisé cette charge de 745 765\$ en fermeture réglementaire compte tenu des décisions de la Régie citées en référence (iii) et (iv).